

Règlement de consultation

Maître d'ouvrage	GROUPEMENT DE COMMANDES PONT-L'ABBE VILLE + CCAS 29120
Objet du Marché	Prestations de Services d'Assurances
Nature du marché	Appel d'Offres ouvert
Date d'effet	1er janvier 2026
Durée	4 ans
Date limite de remise des offres	24 juillet 2025 à 17h00

ARTICLE I : OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation est organisée en vue de choisir le (ou les) intermédiaires (s) d'assurance et le (ou les) assureurs, dans le cadre de l'application des dispositions du code de la Commande Publique et pour ce qui concerne les prestations d'assurance du secteur public.

ARTICLE II : CONDITIONS ET MODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est lancée en vue de la passation d'un marché sur appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la Commande Publique. Aucun assureur ou intermédiaire ne pourra prétendre à une quelconque exclusivité.

Un assureur candidat ne peut présenter qu'une seule offre en qualité de candidat individuel ou en tant que membre d'un groupement. Le cas échéant, les offres seront éliminées.

Le présent marché comporte 10 lots :

- | | |
|---|----------------|
| ● 1 ^{er} lot : Dommages aux biens et Risques annexes – VILLE | CPV : 66515000 |
| ▪ 2 ^{ème} lot : Dommages aux biens et Risques annexes – CCAS | CPV : 66515000 |
| ▪ 3 ^{ème} lot : Responsabilité civile et Risques annexes – VILLE | CPV : 66516000 |
| ▪ 4 ^{ème} lot : Responsabilité civile et Risques annexes – CCAS | CPV : 66516000 |
| ▪ 5 ^{ème} lot : Flotte automobile et Risques annexes – VILLE | CPV : 66514110 |
| ▪ 6 ^{ème} lot : Flotte automobile et Risques annexes – CCAS | CPV : 66514110 |
| ▪ 7 ^{ème} lot : Protection juridique – VILLE | CPV : 66513100 |
| ▪ 8 ^{ème} lot : Protection juridique – CCAS | CPV : 66513100 |
| ▪ 9 ^{ème} lot : Risques statutaires – VILLE | CPV : 66512000 |
| ▪ 10 ^{ème} lot : Risques statutaires – CCAS | CPV : 66512000 |

Les lots pourront éventuellement faire l'objet d'une séparation des garanties en plusieurs contrats, étant entendu que chaque lot forme un marché indivisible.

Les offres sont valides jusqu'à la date d'effet prévue pour le marché.

A partir de la date de publication et jusqu'à 6 jours avant la date de remise des offres, les candidats pourront déposer exclusivement sur le profil acheteur de la Commune de PONT-L'ABBE : www.megalisbretagne.org toute demande de précision qui lui serait utile et dont la réponse ne serait pas contenue dans les annexes aux CCTP. Le pouvoir adjudicateur du marché répondra dans un délai de 6 jours ouvrés à la question posée et fournira la même précision à tous les candidats du lot concerné.

La réponse et les documents complémentaires éventuels seront déposés sur le profil acheteur de la collectivité dans un délai raisonnable. Les candidats qui se seront identifiés lors du retrait du DCE seront avertis par courriel.

Les groupements pourront se présenter sous forme conjointe et devront être représentés par un mandataire désigné au DC1, l'éventuel partage des risques entre coassureurs devra être proposé dans l'offre.

ARTICLE III : HIERARCHIE DES TEXTES

Pour chaque lot, le marché sera constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'offre valant acte d'engagement pour l'attributaire,
- Les réserves au CCTP,
- Le CCTP,
- Le CCAP,
- Les conditions générales et leurs annexes jointes à l'offre, si la forme de cette dernière les valide

En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, même s'il s'agit de clauses d'un même document contractuel, c'est toujours la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur assuré qui sera appliquée.

ARTICLE IV : OFFRE DE BASE - VARIANTES

Les textes de garanties et les capitaux sont identiques tant pour l'offre de base que pour les solutions des variantes.

Les montants des offres en variantes ne s'ajoutent pas aux montants des offres de base.

Le choix est fait entre l'offre de base, la variante imposée n° 1, la variante imposée n° 2, objets des différents cahiers des charges sur lesquels ils soumissionnent, conformément à l'article R. 2151-9 du code précité. Les variantes imposées sont des propositions de variantes à caractéristiques imposées ; il est demandé aux candidats de répondre principalement à l'offre de base. Les variantes ne sont pas obligatoires.

Le classement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera, pour cette raison, faite par rapport aux offres de base.

Les candidats ont la possibilité de proposer des variantes libres.

ARTICLE V : PRESENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement par chaque candidat. Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

LE DOSSIER ADMINISTRATIF

Premier dossier portant la seule mention suivante : « Documents administratifs »

contenant **exclusivement** les documents suivants :

1. DC1 (lettre de candidature), dernière version mise à jour
2. DC2 (déclaration du candidat),
3. Références de marchés comparables en cours à la date de l'offre,
4. Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet,
5. Certificats et déclarations mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la Commande Publique,
6. Documents ou attestations figurant à l'article L. 5212-1 à 4 du code du travail,
7. Le présent règlement de consultation, avec date, cachet et signature à toutes les pages,
8. Le CCAP, avec date, cachet et signature à toutes les pages,
9. Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » et une attestation de « garantie financière » conformément au Code des Assurances,
10. Pour les candidats faisant une offre pour les lots 1 et 2 (dommages aux biens) : une attestation de l'organisme de réassurance précisant le type de réassurance et le montant de la rétention du candidat sur ces garanties.

LE DOSSIER « OFFRE »

2^{ème} dossier portant la seule mention suivante : « 2^{ème} dossier– Offre Lot n°:.... »

(Un dossier pour chacun des lots pour lesquels une offre est faite)

contenant **exclusivement** les documents suivants :

1. L'offre valant acte d'engagement pour l'attributaire du lot concerné, dûment complété avec date, cachet et signature à toutes les pages,
2. Le CCTP du lot concerné, avec date, cachet et signature à toutes les pages,
3. les réserves éventuelles au CCTP, selon la forme qui est précisé ci-dessous,
4. La « lettre d'engagement services » du lot concerné,
5. Lorsque l'offre est faite par un intermédiaire d'assurance, agent ou courtier, devront en sus être joints :
 - a. soit un mandat strictement conforme au modèle figurant dans l'offre valant acte d'engagement pour l'attributaire, en original délivré à cet intermédiaire par l'organisme assureur concerné,

- b. soit un original de l'ensemble des documents de l'offre munis par ledit organisme assureur de ses tampons et signature à toutes les pages,

Peuvent faire l'objet de réserves :

1. les clauses d'engagement dans le temps et d'indexation figurant en page 5, 6 ou 8 des actes d'engagement,
2. les clauses techniques des pages 3 et suivantes des CCTP.

Les candidats doivent étudier attentivement chacune des clauses composant le CCTP ; Ils doivent préciser, dans un document intitulé « Réserves » avec pages impérativement numérotées, les clauses qu'ils refusent ou les modifications qu'ils entendent y apporter, en reprenant pour chacune des clauses concernées par ces refus ou modifications le n° de la page et le n° de la clause du CCTP à laquelle la réserve s'applique ; Toute réserve ne précisant pas la clause du CCTP à laquelle elle s'applique sera réputée non écrite.

Seul le report en page 2 de l'offre valant Acte d'engagement pour l'attributaire du nombre de pages des réserves intégrera ces dernières dans l'offre ; à défaut de ce report, l'offre sera considérée être faite sans aucune réserve.

Si le candidat refuse intégralement les clauses du CCTP, les conditions de garantie et exclusions applicables sont celles des conditions générales et de leurs annexes jointes à l'offre ; dans les autres cas, seules les réserves sur les conditions de garantie du CCTP et les exclusions figurant en texte complet dans un document intitulé « Réserves » pourront être invoquées par lui.

L'ensemble des autres documents et textes de la consultation sont réputés acceptés sans réserve dès lors que le candidat fait une offre ; toute réserve sur ces textes ou parties de texte sera réputée non écrite.

Toutes les variantes seront étudiées dès lors que le candidat aura répondu à l'offre de base.

On entend par « Offre de base » toute offre, même refusant non seulement les clauses d'engagement dans le temps et d'indexation figurant en page 5, 6 ou 8 des offres valant acte d'engagement pour l'attributaire mais aussi toutes celles des pages 3 et suivantes du CCTP, pour autant que les garanties jugées indispensables soient délivrées (garanties complètes des conditions générales et de leurs annexes) et que les capitaux et franchises proposés soient pertinents avec le besoin de financement du risque.

RAPPEL : Une offre présentée par un intermédiaire courtier d'assurances sera jugée irrégulière et éliminée si les documents devant être fournis comme précisé au point 5 du dossier « Offres » de l'article V ci-dessus ne sont pas strictement conformes à la présentation demandée. Ces documents sont en effet considérés comme un élément essentiel garantissant le fonctionnement du contrat sans qu'il soit possible à l'organisme assureur de discuter l'étendue de la garantie résultant de la présentation de l'offre par son mandataire ; la présentation formelle de ces documents a pour but d'éviter à l'acheteur de recourir au contentieux pour que l'organisme assureur exécute une garantie qu'il n'avait pas donné pouvoir à son mandataire de délivrer.

PROCEDURE DEMATERIALISEE

Les candidats doivent télécharger le dossier de consultation sur le profil acheteur de la Commune de PONT-L'ABBE : www.megalisbretagne.org.

Conformément aux articles R. 2132-7 et suivants du code de la commande publique et aux arrêtés du 27 juillet 2018, la transmission des candidatures et des offres s'effectue exclusivement par voie dématérialisée selon les modalités définies ci-dessous sur le profil acheteur de la Commune de PONT-L'ABBE : www.megalisbretagne.org

L'envoi d'une copie de sauvegarde est autorisé lors de la transmission des candidatures et des offres par voie électronique, en application de l'article R. 2132-11 du code de la Commande Publique.

Les échanges d'informations doivent faire l'objet d'une transmission par voie électronique en application des articles R. 2132-7 et suivants du code de la Commande Publique.

Les réponses pourront également être communiquées par voie électronique.

Les candidatures et les offres valant acte d'engagement pour l'attributaire transmis par voie électronique sont signés par l'opérateur économique au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment l'identification du candidat.

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat.

Le référentiel intersectoriel de sécurité et la liste des catégories de certificats de signature électronique mentionnés à l'alinéa précédent sont publiés sous forme électronique à l'adresse suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/la-signature-electronique-dans-le-cadre-des-marches-publics/>

Les dossiers de candidature et d'offre sont présentés séparément. Ils sont présentés dans des fichiers distincts lors d'envoi par voie électronique ou sur des supports distincts lors de l'envoi sur support physique électronique, l'un comportant les éléments relatifs à la candidature, l'autre les éléments relatifs à l'offre.

Le dépôt des candidatures et des offres transmis par voie électronique ou sur support physique électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

Conformément à l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, et sans préjudice des dispositions relatives à la copie de sauvegarde, les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou support matériel, dans le délai fixé pour la remise des offres.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** ».

Lorsqu'elles **ne sont pas accompagnées** d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, sont réputées n'avoir jamais été reçues et le candidat concerné en est informé.

Règlement de consultation

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

La copie de sauvegarde ouverte et dans laquelle un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur est réputée n'avoir jamais été reçue.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : zip, word, excel, jpg.

Pour les soumissionnaires souhaitant répondre sous forme dématérialisée, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, ils devront tenir compte des indications suivantes :

- Le soumissionnaire est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les fichiers : avi, bat, bin, cab, chon, clp, cond, com, dll, drv, exe, htu, js, jse, lha, lzh, mp3, mpg, nlm, ovl, pif, sor, sys, vbe, vbs, vxd, et wav,
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",
 - renseigner, lors du téléchargement du DCE, le nom du soumissionnaire, une adresse électronique ainsi que le nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuels compléments (précisions, réponses, rectifications).

Le cas échéant, après demande de régularisation dans les conditions de R. 2144-2 du code de la commande publique, les candidatures qui ne seront pas recevables en application des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code de la commande publique ou qui ne seront pas accompagnées des pièces mentionnées aux articles R. 2142-5 à R. 2142-14 et R. 2143-3 du code de la commande publique ne seront pas admises à participer à la suite de la procédure de passation du marché.

Conformément à l'article R. 2144-1 du code de la commande publique, les candidatures seront jugées sur les capacités techniques et professionnelles, économiques et financières des candidats.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités techniques et professionnelles, économiques et financières s'effectuera de manière globale.

ARTICLE VI : EXAMEN ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 et suivants du code de la Commande Publique.

Seront notamment considérées :

- irrégulières les offres qui ne respectent pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elles sont incomplètes, ou méconnaissent la législation applicable, c'est-à-dire qui ne comprendront pas tous les éléments précisés à l'article V ci-dessus, ou dont un des éléments ne sera pas conforme à la présentation demandée.
- inacceptables les offres dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure, c'est à dire comportant des montants supérieurs aux estimations si l'acheteur est dans l'incapacité de les financer (*Les estimations sont calculées sur la base du montant des offres habituellement faites pour des collectivités de taille comparable en tenant compte des éléments techniques propres à l'acheteur, et plus particulièrement des statistiques propres à chacun des contrats en cours*)
- inappropriées les offres sans rapport avec le marché public parce qu'elles ne sont manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre aux besoins et exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation, c'est à dire comportant des réserves supprimant ou diminuant un type de garantie jugé indispensable par l'acheteur,
Exemple : exclusion de la garantie « vandalisme » en dommages aux biens, garantie « responsabilité civile » excluant la Responsabilité civile commettant,). Diminution trop importante des garanties.

Lorsque le montant des offres d'un candidat sera à la fois inférieur de plus de 25% à la moyenne des conditions tarifaires proposées par les autres candidats admis à présenter leurs offres et inférieur au montant moyen annuel de la sinistralité fournie au dossier de consultation, et que par ailleurs le candidat n'aura pas accepté les clauses de limitation de ses possibilités de résiliation annuelle figurant à l'article « durée » des CCTP et aux clauses d'engagement dans le temps de son offre valant acte d'engagement, il lui sera demandé par lettre recommandée avec accusé de réception de justifier le montant proposé par la production de différents éléments statistiques et de réassurance ; si les justifications apparaissent insuffisantes comme en cas d'absence de réponse reçue dans le délai imparti, l'offre considérée sera jugée anormalement basse et éliminée.

Après cette analyse et les éliminations éventuelles, les offres restantes seront classées selon les critères notés et pondérés suivants :

- La valeur technique de l'offre
- Le coût de l'offre

1. VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE

Note sur 10,00, pondérée à 60%, représentant à la fois :

- les garanties standard faisant partie de celles délivrées habituellement par les compagnies d'assurance et exprimées dans les conditions générales; 100% de ces garanties standard sont délivrés par toutes les offres dès lors qu'elles sont classées.
- l'ensemble des améliorations (gestion, garanties complémentaires, définitions plus larges,...) que le candidat apporte à ces garanties standard, soit en acceptant formellement la totalité ou certaines des clauses du CCTP, soit que totalité ou partie de ces clauses se retrouvent dans les conditions générales et de leurs annexes jointes à l'offre ; le taux d'acceptation du CCTP représente le rapport entre les clauses acceptées sur la totalité des clauses du CCTP ; l'acceptation sans réserve du CCTP correspond à une amélioration des garanties standard de 100%.

La note sur 10,00 de chaque offre est donc calculée sur un total de 200% de la manière suivante :

$$10,00 \times \frac{(100\% + \text{taux acceptation CCTP})}{200\%}$$

Exemple sur un CCTP comportant 78 clauses :

Candidat A :

62 clauses acceptées, 16 clauses refusées

Taux d'acceptation du CCTP : $62/78 = 79,49\%$

Note attribuée :

$$10,00 \times \frac{(100\% + 79,49\%)}{200\%} = 8,97$$

Pondération 60%

Note pondérée : 5,38

Candidat B :

42 clauses acceptées, 36 clauses refusées

Taux d'acceptation du CCTP : $42/78 = 53,85\%$

Note attribuée :

$$10,00 \times \frac{(100\% + 53,85\%)}{200\%} = 7,69$$

Pondération 60%

Note pondérée : 4,61

2. COUT DE L'OFFRE

Note sur 10,00, pondérée à 40%, représentant le coût réel et relatif des offres entre elles.

Le coût réel de chaque offre est calculé à partir du montant de l'offre figurant dans l'offre valant acte d'engagement pour l'attributaire, auquel sont ajoutés ou retranchés les coûts ou économies particulières induits par l'offre, dont :

- le coût des franchises particulières proposées par les candidats,
- les coûts de gestion interne induits :
 - par l'attribution à des organismes assureurs différents des lots « Protection juridique » et « Responsabilité civile », entraînant la difficulté d'obtenir rapidement la prise en charge d'un contentieux ; ce surcoût est évalué à 5% du montant moyen des offres classées avec un minimum de 250 €,
 - par un éventuel changement d'organisme assureur (mise en place de nouvelles procédures de gestion des garanties et des sinistres,...) ; ce surcoût est évalué proportionnellement au montant TTC annuel de chaque offre, à raison d'un pourcentage de 3% avec :
 - minimum de 1 000 € pour le lot risques statutaires
 - minimum de 200 € pour tous les autres lots,
 - maximum de 5 000 € pour tous les lots.
- le coût prévisionnel du risque d'augmentation des conditions tarifaires au cours du marché lorsque le candidat n'accepte pas l'engagement de non résiliation et de maintien des conditions de garanties et de tarif ; ce surcoût est évalué à :
 - 15% du montant des offres avec un minimum de 1 500 € lorsque l'engagement est réduit à 3 ans
 - 20% du montant des offres avec un minimum de 3 000 € lorsque l'engagement est réduit à 2 ans
 - 25% avec un minimum de 4 500 € lorsqu'il n'y a aucun engagement dans la durée

Cette note sur 10,00 est calculée de la manière suivante :

- montant réel le moins élevé : 10,00
- autres montants :

$$10,00 \times \frac{\text{le montant le moins élevé}}{\text{le montant de l'offre considérée}}$$

Exemple pour 2 offres Candidat A : 8 625 € - Candidat B : 7 856 € :

Candidat B :

Montant réel de l'offre : 7 856 €,
 Note attribuée : 10,00
 Pondération 40%
 Note pondérée : 4,00

Candidat A :

Montant réel de l'offre : 8 625 €
 Note attribuée : 9,11
 Pondération 40%
 Note pondérée : 3,64

$$10,00 \times \frac{7\,856\text{€}}{8\,625\text{€}} = 9,11$$

3. CLASSEMENT FINAL

Le classement final est obtenu par une note globale sur 10,00, cumul des notes pondérées obtenues par chacun des candidats pour les 2 critères.

Exemple reprenant les éléments ci-dessus :

Candidat	Note critère 1	Note critère 2	Note finale sur 10
A	5,38	3,64	9,02
B	4,61	4,00	8,61

Dans cet exemple, l'offre du candidat A est économiquement la plus avantageuse, le coût supérieur de son offre étant compensé par les améliorations qu'il apporte aux garanties standard en acceptant un nombre plus élevé de clauses du CCTP que le candidat B.

Il ne peut y avoir de négociation avec les soumissionnaires. Il est seulement possible de leur demander de préciser la teneur de leur offre.

ARTICLE VII : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les offres devront être remises par procédure dématérialisée sur le profil acheteur de la COMMUNE de PONT-L'ABBE et parvenir pour les mêmes dates et heures limites soit :

Au plus tard le 24 juillet 2025 à 17 heures 00

Date de réception des offres, délai de rigueur.

ARTICLE VIII : INFORMATION DES CANDIDATS

Le pouvoir adjudicateur informera les candidats du sort de leurs offres respectives.

Les candidats dont les offres ont été retenues seront informés dans les meilleurs délais.

À tout moment la procédure pourra être déclarée sans suite pour motif d'intérêt général et les candidats en seront informés.

ARTICLE IX : TRIBUNAL COMPETENT ET VOIES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel les renseignements concernant les recours peuvent être obtenus :

Tribunal Administratif de Rennes CS 44416 35044 RENNES cedex / Greffe

Téléphone : 02 23 21 28 28 / Télécopieur : 02 99 63 56 84 / Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 et suivants du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

